

Conférence de lancement de la démarche Synodale du diocèse d'Evreux

LES DEFIS POUR L'EGLISE AUJOURD'HUI : LA REPOSE DU PAPE FRANCOIS

Quels défis pour l'Eglise aujourd'hui ? Pour répondre à cette question, je voudrais d'abord me placer au niveau universel. Nous, diocèse d'Evreux, nous sommes une portion de l'Eglise du Christ. Nous sommes en lien avec plus d'un milliard de catholiques répandus sur tous les continents. Le principal défi est le même pour tous : Comment parler aux hommes d'aujourd'hui ?

Comment parler à un monde sécularisé, laïcisé, indifférent, un monde « *qui fait comme si Dieu n'existait pas* », comme disait Jean-Paul II. Parler à un monde fracturé, parfois en guerre, fragmenté malgré les migrations et les nouvelles technologies de communication. Parler à un monde dans lequel croissent les extrémismes religieux et les communautarismes, et croissent les inégalités entre les pays nantis mais en crise, les pays émergents grâce à la mondialisation, les pays qui restent désespérément pauvres.

Parler à ce monde est le principal défi pour l'Eglise. Il y a un peu plus d'un an mourait le cardinal Martini, archevêque de Milan. Et, avant de mourir, il avait tenu à laisser une dernière interview au journal de Milan, le *Corriere della sera*, qui sera publiée au lendemain de sa mort et qui est une sorte de testament spirituel. Que disait le cardinal Martini ? : « *L'Eglise est fatiguée dans l'Europe de l'abondance et en Amérique. Notre culture a vieilli, nos églises sont devenues trop grandes, nos maisons religieuses sont vides et l'appareil bureaucratique de l'Eglise se développe. Nos rites et nos vêtements sont pompeux. Nous nous trouvons dans la situation du jeune homme riche qui s'éloigne tristement quand Jésus l'appelle à devenir son disciple.*

L'Eglise a 200 ans de retard, ajoutait-il. Mais pourquoi ne se secoue t-elle pas. Avons-nous peur ? Peur au lieu d'avoir courage ? La foi, la confiance, le courage sont les fondements de l'Eglise ». Fin de citation.

Le miracle a voulu qu'un an après, un autre jésuite - parce que le cardinal Martini était jésuite -, le pape François reprenne l'héritage, incarne cette volonté de changement et de renouvellement. Benoît XVI ne se sentait plus capable de faire ce changement, dans son entourage et son gouvernement et le miracle aussi a voulu qu'il accepte paisiblement, humblement, de se retirer et passer la main. Le pape François ne touche pas à la tradition de l'Eglise, à son dogme, à sa doctrine, à sa morale, mais il incarne une nouvelle manière de gouverner. Et il entraîne les catholiques à le suivre. Et ce soir, en commençant notre débat, on aurait tort de ne pas chercher à comprendre ce qu'il nous dit, ce qu'il nous invite à faire dans notre diocèse, dans nos paroisses.

Je vais dégager cinq défis pour nous et voir, à chaque fois, la réponse que tente de nous donner le pape François. Premier défi : changer des modes de fonctionnement et de concertation dans l'Eglise qui sont contestés. Deuxième défi : faire face à la sécularisation du monde moderne, à l'indifférence de nos contemporains, à la tentation de se replier sur le passé. Troisième défi : mieux communiquer avec la société sur les sujets de morale, notamment familiale et sexuelle, où les positions de l'Eglise sont souvent incomprises, voire rejetées. Quatrième défi : lutter contre les pauvretés, faire naître cette « *Eglise pauvre dans un monde de pauvres* » à laquelle nous appelle le pape François. Cinquième défi : réfléchir à l'avenir des ministères ordonnés, à la place des prêtres et des femmes. Le débat pourra ensuite s'ouvrir.

Premier défi auquel tente déjà de répondre le pape François : revoir le mode de fonctionnement de l'Eglise, alléger ses structures, mettre fin à sa réputation de trop grande centralisation. Comment, dans une Eglise d'un milliard d'hommes, assurer à la fois l'unité de commandement autour du pape, de Rome, et une participation plus grande du peuple de Dieu dans son ensemble, une participation plus décisive des Eglises nationales et diocésaines. L'Eglise souffre d'une image centralisée, autoritaire. Eglise « société parfaite », disait-on au XIXème siècle, hiérarchisée, reposant sur un schéma d'autorité pyramidale : le pape en haut de l'édifice ; sous lui, les évêques qu'il nomme ; en bas les fidèles tenus à l'obéissance et à la participation muette.

Le concile Vatican II, il y a cinquante ans, avait cassé ce modèle : le texte *Lumen Gentium* dit que le pape est le premier entre ses égaux, les évêques. Il prend place dans un collège épiscopal, à qui revient collégialement la charge de gouvernement de l'Église. Il ne décide pas tout seul de manière arbitraire ou monarchique. Et dans ce système, tous les baptisés, évêques, prêtres, diacres, laïcs font partie du peuple de Dieu et ont une part de responsabilité.

Collégiale, l'Église doit donc faire place davantage à la discussion et à la prise de décision collective. C'est cette collégialité, qui n'a pas toujours bien fonctionné depuis le concile, que le pape François veut restaurer. Il souhaite clairement, par exemple, que soit renforcé le rôle des conférences d'évêques, nationales ou continentales, qui doivent être, dit-il, des instances de concertation et de décision pour les problèmes régionaux et locaux. Est-ce que tout ce qui se passe dans chaque pays, dans chaque diocèse, doit remonter à Rome ? Ce faisant, le pape actuel prend un peu le contrepied de ses prédécesseurs qui ont toujours refusé de reconnaître un rôle autre que fonctionnel à ces conférences épiscopales, au prétexte qu'elles risquaient d'interférer entre l'évêque, véritable patron de son diocèse en bonne théologie catholique, et le pape.

François veut une Église plus collégiale et plus synodale. Synode, vous le savez, veut dire « *cheminer avec* ». Il y a le synode diocésain et il y a le synode romain où, tous les deux ou trois ans, sont réunis au Vatican quelque 300 évêques délégués de leur conférence épiscopale. Le dernier synode en octobre 2012 portait sur la « nouvelle évangélisation ». Le prochain aura lieu dans un an sur la famille. Mais chaque évêque sait bien que ce synode romain ne remplit plus son rôle de concertation et de proposition. Il est le plus souvent réduit à un rôle de chambre d'enregistrement et n'est pas un lieu de dialogue et de décision.

C'est d'un synode permanent et effectif dont rêve le pape François, qui a déjà institué autour de lui un « Conseil de cardinaux » au nombre de 8, le fameux G8 dont les médias ont parlé, représentant tous les continents. Un Conseil de cardinaux chargé de faire l'inventaire et de réfléchir aux réformes à mener dans l'Église. Ce Conseil vient de se réunir à Rome, se réunira de nouveau en décembre, en février. Le pape consulte donc, réfléchit à la réforme du gouvernement de l'Église, s'apprête à renouveler le fonctionnement de la Curie romaine qui a été largement discréditée et critiquée surtout sous Benoît XVI.

Mais c'est à tous les niveaux de l'Église qu'il veut mettre en place cette synodalité renouvelée. Nous sommes concernés. Les conseils diocésains, les conseils pastoraux doivent devenir des lieux de participation des laïcs dans l'organisation et la planification pastorales. « *Nous sommes très en retard sur ce sujet* », a dit le pape quand il est allé au Brésil pour les JMJ. Cette synodalité n'est pas un principe en soi, mais une condition de l'évangélisation. L'organisation de l'Église doit être au service du « *peuple de Dieu dans sa totalité* » et non au service des structures elles-mêmes. Elle doit être au service de la communion entre tous ses membres. Car c'est la mission qui est en cause : les laïcs que nous sommes doivent se sentir davantage partie prenante de l'Église, s'identifier avec elle, et la rendre plus proche de ceux qui se sont éloignés, qui ont pris leurs distances.

Deuxième défi : la sécularisation du monde – comment annoncer Dieu au monde d'aujourd'hui indifférent à la question de Dieu – qui nous oblige à trouver la voie d'une « nouvelle évangélisation ». A ce sujet, le défi est dans la division des chrétiens entre ceux qui éprouvent une forte tentation traditionnelle et sont tentés par des formes de repli sur l'identité catholique et ceux qui veulent maintenir le cap d'une ouverture à la société moderne. Qui peut nier la tentation chez certains de restaurer le passé, de recréer les conditions de l'Église d'autrefois, intransigeante sur la doctrine et les mœurs, Église qui dicte les consciences. Nous connaissons tous des chrétiens nostalgiques et critiques.

On ne peut ignorer l'existence de ce courant conservateur, marqué par une vision désenchanté et critique du monde et de la modernité. Une modernité qui fait peur, qui insécurise, une modernité où les points de repère chrétiens, touchant à l'éducation, à la valeur du travail, à la vie familiale, à la sexualité ont disparu ou se sont estompés. Ce courant veut opposer à un monde sécularisé une Église qui fait bloc, qui se nourrit de ses certitudes, qui proclame de manière explicite son message, qui s'appuie sur sa tradition, sa discipline, son dogme, son magistère romain, sur le retour à des formes anciennes de piété, de rites, de dévotion.

On retrouvera dans ce courant les tenants d'un traditionalisme qui a rejeté Vatican II et s'est isolé, mais aussi certains groupes et quelques communautés nouvelles qui incarnent cette volonté de réaffirmation de l'identité catholique, dans la liturgie, dans les habitudes de dévotion, dans les modes d'évangélisation.

Le pape François veut rompre avec la mentalité de citadelle assiégée qu'on rencontre parfois, avec la lecture exclusivement critique du monde moderne. Il dit dans son entretien du 19 septembre aux revues jésuites : « *La tentation existe de chercher Dieu dans le passé. Mais le Dieu concret est aujourd'hui. C'est pourquoi les lamentations ne nous aideront jamais à trouver Dieu. Les lamentations qui dénoncent un monde moderne barbare finissent par faire naître à l'intérieur de l'Eglise des désirs d'ordre, entendus comme pure conservation ou réaction de défense* ». Fin de citation.

Une Eglise ouverte sur l'avenir donc. Ce pape rompt avec l'intransigeantisme qui traverse l'Eglise depuis le 19^{ème} siècle, qui a perduré au delà du concile Vatican II, et qu'on vient de retrouver - Mgr Dagens s'en est inquiété publiquement dans une tribune de La Croix et il y a un excellent article sur ce sujet dans le dernier numéro de la revue *Etudes* -, intransigeantisme qu'on vient de retrouver donc dans certaines manifestations extrémistes contre le mariage pour tous. Écoutons encore le pape François : « *Si le chrétien est légaliste ou cherche la restauration, s'il veut que tout soit clair et sûr, alors il ne trouvera rien. La tradition et la mémoire du passé doivent nous aider à avoir le courage d'ouvrir de nouveaux espaces à Dieu. Celui qui aujourd'hui ne cherche que des solutions disciplinaires, qui tend de manière exagérée à la sûreté doctrinale, qui cherche obstinément à récupérer le passé perdu, celui-là a une vision statique des choses, non évolutive. De cette manière, la foi devient une idéologie*».

Troisième défi : le divorce entre le discours de l'Eglise et la société moderne. Le discours moral suscite l'incompréhension, voire le rejet, chez nombre de chrétiens eux-mêmes qui ont souffert, voire ont quitté l'Eglise le plus souvent sur la pointe des pieds. Comment nier le profond fossé qui existe entre la culture ambiante, laxiste et permissive, et un discours de l'Eglise réputé rigide. C'est un défi pour nous. Déjà mon maître historien René Rémond, mort maintenant, disait que l'opinion publique tolère mieux aujourd'hui les interventions de l'Eglise dans le champ de la morale sociale (la justice, la paix, les droits de l'homme), mieux que ses positions dans le champ de la morale sexuelle et conjugale. On convenait autrefois que l'Eglise était dans son rôle quand elle parlait de la vie conjugale et familiale. Mais à la fin du XIX^{ème} siècle, son droit d'intervention sur les questions sociales lui était sévèrement contesté.

La rupture a commencé en 1968 avec l'encyclique *Humanae vitae* de Paul VI sur l'amour et la contraception, qui condamnait les moyens non-naturels de contraception. Des couples, des médecins, des scientifiques, en conscience, ont alors rompu avec l'Eglise. Un schisme silencieux s'est produit. La discipline de l'Eglise sur la contraception n'est plus guère appliquée. Cette encyclique n'a jamais été remise en cause par les successeurs de Paul VI.

Bien d'autres évolutions de mœurs ont suivi, qui ont coupé l'Eglise de la société et troublé une partie des catholiques eux-mêmes : le divorce, l'avortement, la procréation médicalement assistée, le mariage homosexuel, le Sida, dramatique affaire dans laquelle l'Eglise, alors qu'elle était très active dans le domaine de la prévention, a été accusée de non-assistance à personne en danger à cause de sa position sur le préservatif.

Jean-Paul II, Benoît XVI, avec un peu moins d'insistance, ont beaucoup écrit, parlé, témoigné de la cohérence de la position de l'Eglise sur tous ces sujets : on se souvient d'*Evangelium vitae*, une encyclique de Jean-Paul II en 1995 ; de *Dieu est amour*, de Benoît XVI en 2006. Il en va, disent-ils, de la dignité de l'homme, du respect de la vie, de la vision du couple - autour du pilier de l'indissolubilité du mariage - qui remonte au plus haut de la tradition de l'Eglise et même à l'Évangile.

La société reste sourde à ces appels. Alors, que va faire le pape François ? Sans doute, ne va-t-il pas changer la position de l'Eglise, mais il veut revenir à la source évangélique qui impose miséricorde et respect à ceux qui ne sont pas capables de suivre les préceptes de l'Eglise. Il veut une Eglise capable d'accueillir avant de juger, une Eglise capable de « miséricorde », le mot qu'il a sans doute le plus employé depuis le début de son pontificat. L'Eglise n'est pas une instance de jugement et de règles. Souvenez-vous de ce qu'il disait des homosexuels : « *Si une personne homosexuelle est de bonne volonté et qu'elle est en recherche de Dieu, qui suis-je pour la juger ?* ». Le pape ne change

pas bien sûr la position de l'Eglise sur l'homosexualité, mais il réclame une attitude plus positive, plus accueillante à l'égard de ceux qui vivent ce type de sexualité. C'est un changement considérable par rapport à tant de discours qui, comme celui de Pie X au début du vingtième siècle, faisait de l'homosexualité « *une déviance, une abjection* ». Même accueil pour les couples qui ont divorcé ou pour les femmes qui ont subi un avortement.

Dans les revues jésuites, le 19 septembre, il disait que cette morale ne doit pas devenir obsessionnelle : « *Les enseignements tant dogmatiques que moraux ne sont pas tous équivalents. Une pastorale missionnaire n'est pas obsédée par la transmission désarticulée d'une multitude de doctrines à imposer avec insistance. L'annonce de type missionnaire se concentre sur l'essentiel. Nous devons trouver un nouvel équilibre, autrement l'édifice moral de l'Eglise risque lui aussi de s'écrouler comme un château de cartes, de perdre la fraîcheur et le parfum de l'Evangile* ». Fin de citation.

C'est donc une Eglise ouverte, une Eglise de proximité qu'il nous est proposé de bâtir. Le pape dit souvent que beaucoup de fidèles ont quitté l'Eglise - par exemple pour rejoindre les sectes évangéliques et pentecôtistes d'Amérique latine -, parce qu'elle n'avait pas su les accueillir, les rejoindre là où ils étaient. Cela impose donc de renverser des habitudes, d'aller au devant des personnes, même incroyantes, de ne pas avoir peur, dit-il, « *de sortir dans la nuit de nos contemporains, de croiser leur route, de dialoguer avec eux, d'aller aux périphéries existentielles* ». Fin de citation.

Oui, la chose dont l'Eglise a le plus besoin aujourd'hui, c'est de soigner les blessures et de réchauffer les coeurs. C'est la proximité, la convivialité. « *Je vois l'Eglise, dit encore le pape, comme un hôpital de campagne après une bataille. Il est inutile de demander à un blessé grave s'il a du cholestérol. Nous devons soigner les blessures. Ensuite nous pourrions aborder le reste. Soigner les blessures, soigner les blessures. Il faut commencer par le bas* ».

Un mot sur les divorcés-remariés, dont on a beaucoup parlé ces derniers jours. Vous savez que c'est une grande souffrance dans l'Eglise. Des divorcés-remariés sont blessés parce qu'ils ne peuvent accéder à la communion. A plusieurs reprises, le pape François s'est dit heurté par cette blessure et il a laissé entendre que, sans toucher à la doctrine de l'indissolubilité du mariage, la discipline de l'Eglise pourrait peut-être évoluer. Il n'a pas dit quand, ni comment. Il attend sans doute le synode sur la famille qui se tiendra à Rome l'an prochain. Comme changement, certains parlent déjà de l'éventualité d'une bénédiction religieuse pour les couples qui se remarient, comme on le fait dans la tradition orthodoxe que le pape cite souvent. La voie serait peut-être aussi, dit-il, dans l'assouplissement des règles de l'annulation des mariages. Mais il faut attendre pour en savoir plus.

Un quatrième défi pour l'Eglise aujourd'hui est la montée des pauvretés et des précarités et l'exigence renouvelée de notre devoir de charité et de solidarité. La mondialisation, la toute-puissance de la finance, les nouvelles migrations en provenance d'Afrique notamment, les catastrophes écologiques pressent l'Eglise de renouveler sa « doctrine sociale ». Celle-ci est née à la fin du XIXème siècle – souvenons-nous de l'encyclique *Rerum novarum* de Léon XIII. Elle a fait se lever des générations de militants catholiques dans les mouvements caritatifs, les partis politiques, les organisations syndicales.

C'est un thème qui est cher au pape François. On lui prête l'intention d'écrire prochainement une encyclique sur la pauvreté. Il vient d'Amérique latine où les Eglises - les communautés de base, les mouvements de pastorale de la terre, la théologie de la libération - militent depuis toujours auprès des plus pauvres, des déracinés, des exclus. Elles ont adopté ce qu'elles appellent « l'option préférentielle pour les pauvres ». Elles ont dénoncé les atteintes aux droits de l'homme, milité pour des réformes agraires, lutté contre la drogue et la violence.

« *Ah, comme je voudrais une Eglise pauvre pour les pauvres* », s'est écrié le pape dès le lendemain de son élection. Depuis, il n'a cessé de critiquer l'omnipotence de la finance, les dérives d'une mondialisation qui, si elle a permis des progrès dans les pays émergents, laisse sur sa route tant de populations précaires, d'exclus et de migrants. Le pape est allé à Lampédusa dénoncer l'indifférence du monde devant ces migrants venus d'Afrique, persécutés dans leur pays, qui viennent chercher un meilleur sort en Europe.

Mais là encore ce pape rajoute sa note personnelle. L'Eglise milite et doit continuer de lutter contre les pauvretés. Mais elle ne doit pas se comporter comme une simple ONG, une organisation

humanitaire parmi d'autres. Elle-même doit être pauvre. Elle doit se dépouiller, a-t-il dit à Assise, la ville de Saint-François. Fini, dit-il, la « *mondanité* », les « *phénomène de cour qui sont la lèpre de l'Eglise* ». Fini la « *psychologie de princes* » de certains évêques et cardinaux. Un évêque allemand vient de restaurer son évêché pour 31 millions d'euros et cela fait scandale en Allemagne. Il a été convoqué au Vatican. Les évêques, dit le pape François, doivent « *aimer la pauvreté* », la pauvreté intérieure comme liberté devant Dieu, aussi bien que la pauvreté extérieure comme simplicité et austérité de vie. Lui-même, vous le savez, vit plus simplement que ses prédécesseurs. Oui, c'est une Eglise pauvre et servante qu'il nous invite à fonder. C'est un défi qu'il nous lance.

Je terminerai par un cinquième et dernier défi, celui des ressources de l'Eglise en prêtres et en laïcs, hommes et femmes. Là aussi les choses sont en train de bouger et il faut s'en expliquer. On part d'une situation difficile, et vous la connaissez aussi bien que moi: dans les banlieues des grandes villes et à la campagne, la pénurie de prêtres est un fait, sur lequel il ne sera plus possible de revenir. Nos prêtres ont vu leur charge d'âmes et de paroisses doubler, tripler, voire quadrupler en l'espace de quelques années. Dans des quartiers difficiles, une minuscule équipe de religieuses ou de frères reste parfois la seule présence chrétienne. En France, on ordonnait environ 1 000 nouveaux prêtres diocésains par an dans les années 1950. On en est autour de 100 depuis vingt ans. Même de vieux pays catholiques comme l'Italie ou l'Espagne sont touchés par la crise. Sans doute les Eglises d'Asie et d'Afrique sont-elles plus riches en vocations, mais elles sont aussi plus fragiles.

La grande mutation des dernières années est l'émergence de laïcs formés, compétents, dans le meilleur des cas permanents et salariés. Des hommes et des femmes – et vous en êtes – qui prennent en charge les tâches d'administration locale et les services : catéchèse, liturgie, aumôneries de jeunes ou d'hôpitaux, préparation des baptêmes, des mariages, des funérailles, gestion financière des paroisses. Grâce à cette mobilisation de laïcs et au réaménagement des paroisses, des dynamismes nouveaux, jusqu'ici insoupçonnés, sont à l'œuvre. Mais la lassitude gagne parfois ces laïcs. Leur recrutement se fait de plus en plus difficile. La pression monte pour que l'Eglise inscrive à son ordre du jour une solution à la hauteur du déficit actuel en prêtres.

Un proche du pape, Mgr Parolin, qui est devenu son secrétaire d'Etat, c'est-à-dire le numéro deux du Vatican, a relancé le débat sur le célibat du prêtre, en disant dans une interview que le sujet n'était pas tabou, que la question restait ouverte. Il a dit une évidence. Chacun sait ici que le célibat des prêtres ne relève pas d'un dogme, d'une vérité de foi, et que la pratique de l'Eglise a connu, dans l'histoire, bien des évolutions. Le célibat n'est obligatoire en gros que depuis le 12^{ème} siècle et l'Eglise catholique accueille déjà des prêtres mariés : dans les Eglises d'Orient, y compris celles qui sont rattachées à Rome, et des prêtres mariés venus de l'Eglise luthérienne ou anglicane, qui se sont convertis au catholicisme. Sans compter les hommes mariés ordonnés, à l'heure de la résistance au communisme, par exemple dans un pays comme la Slovaquie.

Chacun sait que la fin de l'obligation du célibat des prêtres ne serait pas la panacée. Aucune observation sérieuse n'est en mesure de garantir qu'elle améliorerait la situation des vocations. Mais on peut se demander si la règle actuelle n'écarte pas du ministère ordonné des jeunes catholiques qui aimeraient qu'au moins le choix soit laissé, avant l'ordination sacerdotale, entre le célibat et le mariage. Le célibat consacré rend le prêtre totalement disponible à Dieu et à son ministère. Mais que l'Eglise en fasse presque un article de foi, alors qu'il n'en est au plus qu'une discipline, variable dans le temps et dans l'espace, est de moins en moins compris de l'homme d'aujourd'hui.

Le « *déblocage* » de l'accès au ministère ordonné, au bénéfice éventuellement d'un homme marié, sera sans doute l'une des questions que le nouveau pape aura à arbitrer. Une solution à la crise du ministère ordonné pourrait être aussi l'élargissement des attributions du diacre et l'accès du diaconat aux femmes. Ce qui ne serait qu'un retour aux premiers temps de l'Eglise.

En revanche, la question de l'ordination, comme prêtres, des femmes est hors de tout débat au sommet de l'Eglise. Non seulement parce que Jean-Paul II l'a formellement interdite, en faisant de l'ordination sacerdotale exclusivement réservée aux hommes une obligation définitive (dans *Ordinatio sacerdotalis*, 1994), mais aussi parce que, à la différence de l'ordination des hommes mariés, celle des femmes relève non de la discipline ecclésiastique, mais de la tradition et du dogme. On sait que le prêtre célèbre l'eucharistie, comme dit la théologie, « *in persona Christi* » - dans la personne du Christ - et ne peut être qu'un homme.

Le pape François ne veut toutefois pas rester inactif sur la question de la place des femmes. Il s'en est ouvert à plusieurs reprises. Il est nécessaire, a-t-il dit dans son interview aux revues jésuites, d'« *agrandir les espaces pour une présence féminine plus incisive dans l'Eglise* ». Ou encore : « *Il faut travailler pour élaborer une théologie approfondie du féminin* ». Et ceci, qui est sans précédent dans la bouche d'un pape : « *Le défi est de réfléchir à la place des femmes là où s'exerce l'autorité, dans les différents domaines de l'Eglise* ». Autrement dit : les femmes ne seront plus seulement affectées aux tâches subalternes. Elles seront promues aussi à des fonctions exécutives. Verra-t-on un jour des femmes cardinales?

Ce chantier là aussi est ouvert. Voilà. En conclusion. J'ai énuméré cinq défis pour l'avenir de l'Eglise. J'aurais pu en citer d'autres : l'avenir de l'œcuménisme et nos relations avec nos frères anglicans, protestants, orthodoxes. Puis notre rapport avec l'islam, ou notre place de chrétien dans les sociétés multiculturelles d'aujourd'hui. J'ai fait d'autres choix.

A chaque fois, j'ai cité le pape François, témoigné de sa volonté de réforme, d'aller de l'avant, montré la confiance qu'il a – et qu'il répète souvent – dans la prise de responsabilités des laïcs.

J'ai surtout souligné l'invitation qu'il nous lance à changer ce qu'il appelle notre « *manière d'être chrétien* », notre vocation à nous rapprocher des hommes d'aujourd'hui et, dit-il, à « *réchauffer les cœurs* » des plus distants, des plus éloignés.

Je vous remercie de votre attention.

Henri Tincq